

PREFET DE L'HERAULT

*Direction régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Occitanie*

Montpellier, le 02 octobre 2017

*Unité Départementale de l'Hérault*

**Le Directeur régional,**

à

**Monsieur le Préfet de l'Hérault**  
Direction des Relations avec les Collectivités  
Locales – Bureau de l'Environnement  
34 062 MONTPELLIER Cedex 2

**RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES**

**Objet :** Installations Classées pour la Protection de l'Environnement  
**HEXIS**  
**Projet d'arrêté de mise en demeure de respecter les prescriptions de**  
**l'arrêté d'autorisation n°2016-I-1263 du 1<sup>er</sup> décembre 2016**

**Site concerné :** **HEXIS S.A**  
ZI horizon Sud  
**34 110 FRONTIGNAN**

**Siège social :** **HEXIS**  
ZI horizon Sud  
**34 110 FRONTIGNAN**

**Contact dans l'entreprise :** Monsieur MACHU, Responsable Hygiène Sécurité Environnement

**PJ :** 1 / Projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure (réf : UD34/H1/JSC/CB/2017/189)  
2/ Échéancier de mise en conformité

## **I. OBJET DU RAPPORT**

L'inspection a effectué une visite des installations exploitées par la société Hexis le 25 avril 2017. Ces installations sont soumises au respect des prescriptions imposées par l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2016-I-1263 du 1<sup>er</sup> décembre 2016.

Lors de cette inspection, il s'est avéré que l'exploitant ne respecte pas l'obligation de traiter les rejets atmosphériques issus des activités exercées au sein du local mélange pour la préparation des bains liquides.

Ce rapport consiste à présenter les éléments technico-économiques transmis par l'exploitant afin de statuer sur un délai de mise en conformité.

Par ailleurs, un arrêté préfectoral de mise en demeure de mettre en conformité les installations est joint à ce rapport.

## **II. OBJET DE LA MISE EN DEMEURE**

### **II.1. Situation administrative**

La société Hexis exerce des activités de fabrication de films adhésifs autorisées par l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2016-I-1263 du 1<sup>er</sup> décembre 2016.

Le titre III de cet arrêté relatif à la prévention de la pollution atmosphérique prescrit le traitement des COV émis par les installations à l'aide de dispositifs de traitement raccordés au local mélange pour la préparation des bains liquides et aux lignes de production.

### **II.2. Constats et suites de la visite d'inspection du 25 avril 2017**

Lors d'un déplacement sur le site, daté du 25 avril 2017, l'inspection a constaté l'absence de système de traitement des COV raccordé au local mélange pour la préparation des bains liquides.

Après divers échanges avec l'exploitant, il s'avère que les travaux de raccordement ne seraient possibles qu'après la mise en place d'une nouvelle unité de traitement dont la mise en marche effective a eu lieu en septembre 2017.

Par ailleurs, le prestataire choisi par Hexis a indiqué avoir besoin d'un délai allant jusqu'à la fin de l'année 2017 afin de pouvoir calibrer cette nouvelle unité de traitement et passer commande du matériel nécessaire.

Ainsi, un projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure a été proposé à l'exploitant par courrier daté du 19 septembre 2017, fixant la mise en conformité des installations avant le 30 novembre 2017.

Or, dans le cadre du délai des quinze jours de la procédure contradictoire conformément à l'article L.171-6 du code de l'environnement, l'exploitant a fait part de son souhait de repousser l'échéance au 22 décembre 2017, par courrier du 26 septembre 2017.

A l'appui de sa demande, la société Hexis a fourni un échéancier des travaux de raccordement du local mélanges à l'unité de traitement, joint à ce rapport, ainsi que la facture de ceux-ci.

### **III. CONCLUSION ET PROPOSITIONS**

Au regard des éléments présentés par la société Hexis, l'inspection accepte l'échéance du 22 décembre 2017 afin de permettre à l'exploitant de réaliser les travaux de raccordement du local mélange à un système de traitement des COV, comme prescrit à l'article 3.1.2 « Dispositif de traitement raccordé au local mélange pour la préparation des bains liquides » de l'arrêté d'autorisation n°2016-I-1263 du 1<sup>er</sup> décembre 2016.

Par conséquent, l'inspection propose à la signature de Monsieur le Préfet le projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure, ci-joint, de mettre en conformité les installations avant le 22 décembre 2017.